

munts» (Traités avec les Philippines et le Japon en 1951, avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande).

Réarmement européen ou réarmement global ? Jusqu'à la guerre de Corée, le débat opposant partisans de l'accroissement des dépenses militaires américaines (tels le Secrétaire de la Défense Forrestal alors à la tête d'un ministère en cours de réforme) et partisans d'un réarmement européen rapide (tels Marshall) donna raison à ces derniers. Par la suite, conflit aidant, les vues du directeur du « *Policy Planning Staff* » du Département d'Etat (équivalent du Centre d'Analyses et de Prévisions - CAP - du Quai d'Orsay), Paul Nitze, prévalurent contre celles de Kennan, et les Etats-Unis commencèrent à accroître de façon spectaculaire leurs dépenses militaires : entre le début et la fin de la guerre de Corée, celles-ci étaient passées de 13 à environ 50 milliards de dollars. Les conséquences pour l'Europe furent également directes, puisqu'il fut décidé, lors de la réunion interministérielle de l'OTAN en 1952, d'augmenter le nombre de divisions vouées à la défense du Vieux Continent (Directives de Lisbonne), tandis qu'un commandement intégré prenait forme. L'aide économique américaine se mua dès lors en assistance militaire et, en 1952, 80% de cette aide était déjà devenue militaire. Parallèlement, il était maintenant stratégiquement impossible aux troupes américaines de se retirer d'Europe.

La période 1945-1953 fut donc marquée par l'implication croissante des Etats-Unis dans la lutte contre l'expansionnisme communiste, une lutte aux effets secondaires parfois lourds à supporter pour Harry Truman, tant sur le plan intérieur (Maccarthysme) que sur le plan international (anti-américanisme). Ses successeurs à la présidence des Etats-Unis ne pourront que reprendre le flambeau de la défense du « monde libre » qu'il avait allumé et, à l'exception de la Chine et de Cuba, la politique de « *Containment* » sera, jusqu'à la guerre du Vietnam qui en sonnera le glas, couronnée de succès.

LORSQUE LE « MONDE LIBRE » DEVIENT CITADELLE : LIMITES ET MÉRITES DE LA « DIPLOMATIE ATOMIQUE » (1953-1963)

Un an avant que ne se déclenche la crise des missiles de Cuba, laquelle allait révéler au monde entier l'intention soviétique d'installer des armes nucléaires à une centaine de kilomètres des côtes américaines, le Secrétaire de la Défense de John Kennedy (puis de Lyndon Johnson), Robert McNamara, déclarait devant le Sénat :

« Si le monde libre doit perdre devant le Communisme, la défaite sera totale, finale, irrévocable. La citadelle de la liberté doit être préservée car il n'existe pas de chemin de retour, personne ne pourra emprunter de chemin de retour vers la liberté si la citadelle est perdue. » (33 :131)

Les dix années qui suivirent la fin de l'« ère Truman-Marshall-Acheson » allaient en effet représenter des années de défi permanent pour le *leadership* américain. Sans encore être foncièrement remis en cause, celui-ci se trouva rongé de l'intérieur par d'incessantes tensions sociales, surtout d'origine raciale, auxquelles ni l'Administration Eisenhower, ni l'Administration Kennedy n'auront su prêter suffisamment attention, et, sur le plan extérieur, par la montée en puissance d'une Union soviétique de plus en plus difficile à cerner. L'Amérique continuait pourtant de prospérer, ainsi qu'en témoigne la croissance tant démographique qu'économique d'alors. Malgré cette évolution encourageante, l'Amérique commençait insidieusement à perdre cette confiance en elle, sans laquelle elle ne peut assumer sa puissance, au fur et à mesure que

le nouveau chef du Kremlin, Nikita Khrouchtchev, s'évertuait à démontrer la supériorité du bloc soviétique à la fois par son bluff et par ses actions. Parmi celles-ci, le lancement réussi du premier satellite Spoutnik allait amorcer une période de doutes et d'incertitudes, tant aux Etats-Unis – où l'opposition politique exploita volontiers ce thème – que dans le reste du monde – où la propagande soviétique allait bon train –, quant à la capacité occidentale de contrer la menace soviétique. Plus que jamais, les Etats-Unis allaient avoir recours à la « diplomatie atomique » de façon à dissuader Moscou de dépasser certaines limites. Ce nouvel outil de politique étrangère aura ainsi certainement permis d'éviter un conflit bilatéral direct, et potentiellement fatal, entre les deux Grands. Il n'en reste pas moins que la dissuasion jouant le rôle d'arbitre international dans les relations Est-Ouest n'aura pas empêché le gel de la division de l'Europe issue de Yalta et aura malgré tout autorisé – si ce n'est favorisé – le développement de conflits conventionnels « périphériques », tels que la guerre du Vietnam dont les Etats-Unis ne se relèveront jamais complètement.

EISENHOWER : « L'“ENDIGUEUR” ENDIGUÉ » (1953-1961)

Grand héros de la Seconde Guerre mondiale, le Général Eisenhower aurait souhaité être aussi le « libérateur » des pays maintenus sous le joug du Communisme. De par sa formation, il apporta un soin tout particulier aux questions de sécurité nationale : c'est de sa présidence que date l'adjonction d'un assistant spécial pour ces dernières au sein de la Maison Blanche. Les réalités de ses deux mandats le cantonnèrent en pratique dans l'application de la politique d'endiguement de son prédécesseur. Les données du contexte international s'étant modifiées, celle-ci porta en partie les germes de la radicalisation du conflit Est-Ouest, lequel atteint son paroxysme sous Kennedy.

Le « Roll Back » à l'épreuve des faits

Les Républicains s'étant fait élire en promouvant notamment le slogan « K'C² » (« Korea, Corruption, Communism » = Corée, cor-

ruption, communisme), l'une des premières tâches du Président Eisenhower est d'obtenir l'arrêt des combats en Corée, notamment en menaçant, au début de 1953, les Chinois en Corée du Nord de représailles nucléaires, s'ils n'interrompaient pas la guerre (3:301) : l'Armistice de Pan Mun Jon est signé en juillet 1953 et restaure le *statu quo ante*. Mais pour la nouvelle Administration en place, et en particulier pour son Secrétaire d'Etat, John Foster Dulles, les Etats-Unis ne doivent plus se contenter de simplement « endiguer » la menace communiste : il faut la faire reculer et refuser le principe d'une zone d'influence soviétique. Au contraire, la nouvelle politique du « Roll Back » doit, par des moyens politiques, économiques et paramilitaires, aider les peuples dominés à secouer les chaînes du marxisme. Lors de sa première adresse publique, John Foster Dulles confirme les promesses effectuées lors de la campagne électorale :

« A tous ceux qui souffrent sous l'esclavage communiste...
disons : vous pouvez compter sur nous. » (36:108)

Bien que les discours officiels n'aient jamais incité les pays communistes à une insurrection armée, il est clair que cette rhétorique et surtout le zèle des agences de propagande américaines (*Voice of America*, et surtout *Radio Free Europe*) s'adressant aux Européens de l'Est, auxquels la déstalinisation avait redonné espoir, jouèrent un rôle essentiel en encourageant le vent de révolte soufflant sur cette région, et portent donc une part des responsabilités dans les massacres qui ont suivi. Tant pour Berlin-Est en 1953 que pour la Hongrie en 1956, les Etats-Unis ne purent bouger et, contraints dès lors de changer de ton, mirent par la suite encore plus l'accent sur l'aide économique. L'explication du fossé entre le discours et la pratique de l'Administration Eisenhower est duale, en ce sens que cette dernière dut faire face à une double réalité : une réalité intérieure d'ordre économique et financière et une réalité extérieure d'ordre politico-militaire.

Les réalités budgétaires : Le premier souci du Président lorsqu'il prend les rênes du pouvoir est le rétablissement de l'équilibre budgétaire aux Etats-Unis. La sécurité du pays à long terme passe donc à court terme par une réduction des dépenses militaires (gonflées par la guerre de Corée pour atteindre 53 milliards de dollars), car il ne saurait y avoir de sécurité sans une écono-

mie solide sur laquelle reposer. Le Pentagone est informé qu'il doit économiser 4 milliards de dollars en 1954, et 6 l'année suivante, tandis qu'Eisenhower s'efforcera de fixer des « plafonds » annuels à ces dépenses (34 milliards de dollars lors du premier mandat et 38 lors du second (36:117-118)), mais sans succès. Les conséquences de cette diminution des moyens furent triples : militairement, c'était à une véritable refonte de l'Armée de terre que s'attaquait l'Administration Eisenhower en lui donnant un « *New Look* » ; politiquement, la préférence de l'ancien Commandant en chef des Alliés en Afrique du Nord et du premier SACEUR (« *Supreme Allied Command in Europe* » = Commandement des forces de l'OTAN en Europe) était d'accroître les capacités conventionnelles de la « défense de l'avant », c'est-à-dire des lignes de défense situées en Europe centrale et plus généralement dans les régions menacées par le communisme, en armant les pays directement concernés. Economiquement impossible si envisagée isolément, cette initiative – qui se traduit par une « Pactomanie » caractéristique de cette époque – dut cependant être complétée par le développement d'une force stratégique mobile de réserve basée aux Etats-Unis (36:68-69) ; stratégiquement, un nouveau concept était donc nécessaire, tandis que parallèlement le principe de « plus de sécurité à moindre coût » et les avancées technologiques de part et d'autre du Rideau de fer incitaient à se reposer de façon croissante sur l'atome.

La réalité nucléaire : En 1953, soit un an après les Américains, les Soviétiques faisaient exploser leur première bombe thermonucléaire (dite « H ») ; en 1957, soit un an avant le lancement réussi d'Explorer I, ils démontraient leur avancée technologique en matière de propulsion. Même si, sur un plan global et en particulier en termes de quantité et de qualité des armes nucléaires, le rapport des forces favorisait alors les Etats-Unis, la perception générale – soigneusement entretenue par le secret et la propagande du système soviétique – était différente, et la course aux armements et à l'espace était lancée. Contrairement à la période de l'immédiat après-guerre au cours de laquelle la menace nucléaire n'apparaissait qu'en toile de fond, les années 1950 virent cette dernière devenir plus tangible. La double réalité, budgétaire et nucléaire, conduisit ainsi les militaires américains à intégrer davantage la variable nucléaire dans leur stratégie. La nouvelle doctrine NSC 162/2, mise au point en particulier par l'Amiral Radford

(futur Chef d'Etat-major des armées d'Eisenhower) et Foster Dulles et annoncée par ce dernier, le 12 janvier 1954, devant le *Council on Foreign Relations*, rompait officiellement avec les stratégies traditionnelles utilisées au cours de la Seconde Guerre mondiale et de la guerre de Corée, et substituait au principe d'endiguement périphérique, celui d'endiguement par dissuasion stratégique. Dans l'esprit du Secrétaire d'Etat, il s'agissait en effet de reconquérir en quelque sorte l'initiative, au lieu d'être entraîné sur de multiples champs de bataille selon le bon vouloir des Soviétiques (c'est en ce sens que les opposants de Truman accusaient ce dernier de mener une stratégie « passive » et « réactive ») ; financièrement et politiquement intenable, cette situation devait être modifiée de façon à permettre aux Etats-Unis de *choisir* les lieux et les moyens de représailles et de se retrouver en position de force. Trois piliers soutenaient cette nouvelle stratégie : la diminution des effectifs (d'environ 25% selon les prévisions d'alors) et le retrait partiel des troupes américaines des théâtres d'opération compensés par l'augmentation des forces nationales locales et par le développement de forces stratégiques mobiles de réserve basées aux Etats-Unis (en particulier des capacités aériennes) ; le renforcement des capacités des troupes américaines en Europe par la dotation d'armes tactiques nucléaires ; l'accroissement de la fonction de dissuasion des forces nucléaires stratégiques américaines par la menace de représailles massives (« *Massive Retaliation* »).

Aussi logique qu'elle fût au vu des contraintes préalablement citées, cette nouvelle stratégie allait avoir deux types de conséquences : à long terme, l'introduction d'armes tactiques nucléaires sur le champ de bataille européen, en changeant radicalement la nature du conflit et des rapports Est-Ouest, constitua une épine dans les relations transatlantiques. Les Soviétiques n'eurent par la suite de cesse de provoquer la dénucléarisation et le découplage, c'est-à-dire la dissociation avec les Etats-Unis, d'une Europe déjà mal à l'aise à l'idée d'un « conflit nucléaire limité » susceptible d'être engendré par la présence de ces systèmes d'armes sur le sol du Vieux Continent. A court terme, la menace de représailles massives n'étant pas unilatérale se mua en doctrine MAD de « destruction mutuelle assurée » (*Mutual Assured Destruction*), et limita finalement davantage la marge de manœuvre d'Eisenhower sur les théâtres d'opération locaux, d'où le retour à une politique d'en-

diguement plus classique, mais moins efficace en raison d'un contexte international plus complexe.

Retour à l'Endiguement : les limites de la « diplomatie atomique »

En dépit d'une rhétorique (émanant en particulier de Foster Dulles) laissant à penser que les Etats-Unis étaient en permanence « au bord du gouffre » (« *Brinkmanship* »), c'est-à-dire au seuil de la guerre nucléaire (3:302/36:85), la politique mise en place par Eisenhower se révélera en pratique très prudente, parfois trop prudente du point de vue européen. On peut en simplifiant en discerner trois grands axes: la consolidation de l'OTAN; la contre-révolution dans le Tiers-monde; les premiers pas du Désarmement.

La consolidation de l'OTAN: Certains biographes de Dwight Eisenhower ont mis en avant le caractère volontiers consensuel du personnage tout au long de sa carrière. Dans ses relations avec l'Europe, le revers de la médaille de ce désir d'éviter la confrontation se traduisit, nous l'avons vu, par l'abandon de la politique de « libération » des pays d'Europe de l'Est, ou du moins par sa limitation au développement de liens commerciaux: Eisenhower découvrit en effet avec les événements de Hongrie le manque d'homogénéité du Bloc soviétique, et chercha dès lors à en exploiter les failles, espérant un effondrement du système économique communiste. La libération des pays de l'Est serait issue de cet effondrement et le rôle des Etats-Unis était de développer un déséquilibre des pouvoirs en faveur du « Monde libre ». D'où le renforcement en particulier de l'OTAN, correspondant par ailleurs d'une part à l'instinct de coopération avec les Alliés du Général américain, et d'autre part à l'esprit de la nouvelle stratégie en cours d'adoption. Si les objectifs de Lisbonne furent revus à la baisse, les capacités conventionnelles de l'OTAN crurent de façon substantielle, puisqu'elles passèrent de 15 divisions en 1951 à 60 (dont 30 de réserve) en 1954 (l'objectif initial était d'un total de 100 divisions) (3:292-293). En 1953, les premières armes tactiques nucléaires étaient introduites sur le territoire européen. Enfin, l'organisation passait de douze à quinze membres entre 1949 et 1955, avec l'adjonction de la Grèce et de la Turquie dès

1952, et celle de l'Allemagne de l'Ouest en 1955. La grande réalisation de l'Administration Eisenhower aura en effet concerné la régularisation de la situation de l'Autriche (avec le Traité de 1954) et de l'Allemagne (avec la reconnaissance de la souveraineté de l'Allemagne de l'Ouest le 5 mai 1955 et l'indépendance de Berlin-Ouest). Si la menace soviétique, particulièrement forte en ces années de guerre froide, constitue le ciment de l'Alliance atlantique (selon l'expression de John Foster Dulles, qui déclarait ainsi: « Le ciment de la peur n'est pas aussi fort pour nous maintenir unis qu'il l'était pour nous réunir. » (36:92;99)), et si l'aide militaire américaine coule à flot en Europe, il n'en reste pas moins que la cohésion transatlantique allait de façon croissante être mise à rude épreuve. Au cours des années 1950, les points de focalisation de ces tensions transatlantiques opposèrent les Etats-Unis et la France à propos de l'organisation de l'Alliance d'une part, son champ d'action d'autre part, c'est-à-dire en termes plus concrets le réarmement allemand et les guerres coloniales françaises. En ce qui concerne le premier point, la France souhaitant éviter une remontée en puissance de l'Allemagne fit différentes propositions, telle celle d'une Communauté européenne de défense finalement avalisée par les Etats-Unis. Mais, comme il arrive fréquemment en relations internationales, la conjonction des changements de gouvernements respectifs de la France et des Etats-Unis inversa de nouveau la situation et c'est la France qui, en 1954, rejeta la CED au grand dam de Foster Dulles. Le Pacte de Bruxelles devint alors l'Union de l'Europe occidentale, tandis que le réarmement de l'Allemagne commençait dans le cadre de l'OTAN. Le second point concerne les guerres coloniales françaises: pour la France, elles participaient à la lutte contre le communisme; pour les Alliés, elles constituaient en premier lieu une dérive des dépenses et forces militaires hors d'Europe. Le Général Eisenhower inscrivait cependant effectivement la guerre d'Indochine directement dans la logique de sa théorie des dominos: si cette partie du monde passait aux mains des communistes, les régions avoisinantes ne tarderaient pas à s'effondrer de la même façon. D'où un soutien financier important, qui, en 1954, atteignait 80% du coût de la guerre. En revanche, et contrairement à Foster Dulles, Eisenhower ne voulut pas franchir le pas de s'engager militairement aux côtés des Français à Dien-Bien-Phu, si les Etats-Unis n'étaient pas accompagnés par d'autres alliés. Ceux-

ci, et en particulier les Anglais avec Eden, refusèrent, et la guerre d'Indochine se solda par les Accords de Genève, lesquels portaient les germes du conflit qui allait ravager le Vietnam pour les décennies à venir. En ce qui concerne la guerre d'Algérie, la politique américaine se montra tout aussi antagoniste des intérêts français, et ce en raison notamment de l'activisme de la nouvelle Administration dans les pays du Tiers monde.

La contre-révolution dans les pays du Tiers monde : Si l'Europe demeurerait au cœur des préoccupations américaines, l'expansion de la menace communiste – qu'elle fût chinoise ou soviétique – dans les pays du Tiers monde obligea les Etats-Unis à mener une politique beaucoup plus active à leur encontre. Les mêmes principes ayant guidé les relations transatlantiques allaient ainsi être appliqués avec plus ou moins de succès en Asie, au Moyen-Orient et en Amérique latine. Contrer la subversion communiste passait par la création de pactes, qui allaient permettre aux pays-membres de bénéficier d'une aide militaire (en particulier après le lancement du Spoutnik). La création d'une dépendance par le réarmement allait malheureusement constituer également la politique de Khrouchtchev, d'où une bipolarisation et une militarisation croissantes du Tiers monde. Parallèlement, les Etats-Unis devaient inclure des éléments non militaires s'ils souhaitaient faire front à l'esprit de Bandung particulièrement réceptif à la propagande révolutionnaire anti-occidentale. John Foster Dulles insistera cependant pour que cette aide soit conditionnée à une certaine loyauté politique.

ASIE : Après avoir obtenu une « paix sans victoire » (6:37) en Corée, l'Administration Eisenhower conclut le 1^{er} octobre 1953 un Traité avec Séoul. Puis, pour protéger le Sud-Vietnam, le Laos et le Cambodge où la Chine communiste orchestre des troubles, l'OTASE, qui, en dépit de cet acronyme, ne sera jamais la contrepartie asiatique de l'OTAN, est créée le 8 septembre 1954 : cette organisation incluait en plus des Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Pakistan, les Philippines et la Thaïlande. L'agitation se précisant au Laos, les Etats-Unis, bien qu'inquiets, s'abstinrent de toute intervention militaire. L'OTASE ne remplira qu'une fonction minimale, en dépit de la volonté ultérieure des Etats-Unis de maintenir son engagement au Sud-Vietnam. En revanche, ayant signé le 2 décembre 1954 un Traité avec la Chine nationaliste de Taiwan, les Améri-

cains défendirent énergiquement les îles Quemoy et Matsu menacées d'annexion par Beijing en 1958 : à cette occasion, comme pour la Corée, la menace nucléaire put être brandie dans la mesure où les Soviétiques n'étaient pas directement engagés dans ce conflit (il s'avèrerait en réalité, en ce qui concerne la guerre de Corée et selon un conseiller de Zou En Lai interviewé à la fin des années 1980, que Moscou aurait pu riposter, conformément à une promesse antérieure effectuée par Staline à son homologue chinois, en cas d'attaque nucléaire *directe* sur le territoire chinois par les Etats-Unis). Enfin, un nouveau Traité fut signé avec le Japon le 19 janvier 1960.

MOYEN-ORIENT : Plusieurs alliances existaient également dans cette région du monde, à commencer par la Déclaration tripartite de 1950 engageant les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne à protéger le Moyen-Orient de toute violation des frontières. En 1954, les Etats-Unis mirent également sur pied, en s'appuyant sur la Turquie et le Pakistan, le Pacte de Bagdad destiné à contrer toute tentative de pénétration soviétique dans la région : il réunissait en plus de ces trois membres, la Grande-Bretagne, l'Iran et l'Irak (qui s'en retirera ultérieurement). C'est aussi au Moyen-Orient, où se manifestaient les derniers soubresauts de l'ère coloniale, que le gouvernement Eisenhower allait commettre un certain nombre de maladresses et où les tensions interalliées – peut-être parce que le pétrole y constitue un enjeu plus important – allaient culminer avec la crise de Suez de 1956. A l'origine de cette crise, comme pour la plupart de celles qui se dérouleront dans cette région, se trouve la création de l'Etat d'Israël en novembre 1947 (les Anglais ayant confié la question palestinienne à l'ONU). La montée des nationalismes ayant permis à Nasser d'accéder au pouvoir en Egypte, un certain nombre d'incidents frontaliers se produisirent entre les deux pays, suite auxquels Israël répliqua en 1955 par un raid dans la bande de Gaza. Les Etats-Unis, préoccupés par la croissance des livraisons d'armes en provenance du Bloc de l'Est dans la région (l'Egypte reçut des armes tchèques à partir de 1955), décidèrent d'augmenter leur aide et s'engagèrent à financer le barrage d'Assouan qu'ambitionnait Nasser. Cette décision, qui ne fut pas sans provoquer la colère de Paris, étant donné le soutien bien connu de Nasser aux nationalistes algériens, fut annulée quelque temps plus tard lorsque les Etats-Unis s'aperçurent d'une part que le projet n'était pas viable et d'autre part

que les Egyptiens faisaient de la surenchère avec Moscou. Nasser décida alors de nationaliser la compagnie du canal de Suez de façon à pouvoir lui-même financer son barrage, ce qui conduisit à une intervention militaire de la part d'Israël, de la France et de la Grande-Bretagne. Inquiète de voir les Soviétiques envoyer pilotes et avions en Egypte et craignant de voir se déclencher un conflit général – d'autant que Moscou se présentant comme le pourfendeur du capitalisme, certes après que l'intervention eut été arrêtée, menaçait d'une riposte nucléaire –, l'Amérique d'Eisenhower, sensible aux nationalismes anti-colonialistes, se désolidarisa de ses alliés en désavouant leur initiative. Eisenhower écrivait alors :

« Je dois dire qu'il m'est difficile de voir quelque résultat positif émerger d'un schéma qui semble contrarier l'ensemble du monde musulman. En fait, j'ai du mal à voir une quelconque issue si tous les Arabes commencent à réagir comme les Nord-Africains vis-à-vis des Français. » (36:105)

L'Histoire ne peut être réécrite à partir d'hypothèses différentes, mais il convient de se demander si le facteur nucléaire n'a pas dans ce cas de figure joué un rôle limitatif dans la lutte globale contre le communisme. Objectif conscient ou non, il ne restait plus aux Etats-Unis qu'à se substituer complètement aux Européens dans la région, accentuant par là même un peu plus la bipolarisation des tensions Est-Ouest hors du théâtre européen. Le 14 janvier 1957, John Foster Dulles expliquait le nouvel engagement américain dans la région à la Commission des affaires étrangères et des forces armées du Sénat de la façon suivante :

« Un changement s'est produit quant au rôle de dissuasion potentiel de certaines nations d'Europe occidentale. Jusqu'à présent, elles fournissaient une dissuasion sérieuse contre les agressions communistes au Moyen-Orient. Mais pour différentes raisons – psychologiques, financières et politiques –, celle-ci ne correspond plus aux besoins. » (36:123)

A la suite de Suez, la « Doctrine Eisenhower » prévoira ainsi l'établissement d'un plan de développement régional arabe, comprenant l'octroi d'une aide de 200 millions de dollars, destiné à tous les pays du Moyen-Orient menacés par le communisme, ainsi

qu'une promesse d'assistance militaire. Cette promesse fut tenue à deux reprises suite à une demande formulée par la Jordanie en 1957 et par le Liban en 1958, où les Marines furent envoyés.

AMÉRIQUE LATINE : Si la diplomatie de Harry Truman à l'égard de l'Amérique Latine s'avéra limitée, celle du Président Eisenhower se démarqua par un interventionnisme nettement plus souligné. La « politique de bon voisinage » de Roosevelt qu'il épousa n'empêcha pas le renversement, au nom de la Doctrine de Monroe contre le communisme, du régime d'Arbenz au Guatemala en 1954, ni l'instauration d'un blocus partiel (en particulier pour empêcher toute livraison d'armes) à l'encontre du régime de Trujillo en République dominicaine en août 1960. L'action du « Grand frère » américain fut largement exploitée par les mouvements révolutionnaires agitant le continent sud-américain à cette époque, lesquels furent récupérés par les communistes. C'est ainsi que Fidel Castro, succédant au dictateur Batista en 1959, ne devint communiste que quelques années plus tard : les ambitions subversives du révolutionnaire cubain (propagande castriste au Sud des Etats-Unis et à Harlem en 1959 pour inciter les minorités noires et portoricaines à se rebeller contre le pouvoir fédéral ; saisie des avoirs américains à Cuba pour une valeur de 1 milliard de dollars ; etc. (3:331)) incitèrent cependant l'Administration Eisenhower à préparer un plan d'invasion de l'île et à commencer, dans cet esprit, l'entraînement militaire par la CIA d'exilés cubains. Ce plan, approuvé par Eisenhower en mars 1960, joua un rôle important tant dans la campagne que dans le mandat du président suivant, John Kennedy. Parallèlement, les Américains appliquaient, avec l'« Acte de Bogota » de septembre 1960, le même principe d'aide économique déjà en vigueur en Europe et au Moyen-Orient : sous l'impulsion du Sous-secrétaire d'Etat américain, Dillon, un prêt de 500 millions de dollars devait ainsi être alloué immédiatement dans le cadre d'un nouveau plan de développement social (la Banque Inter-américaine de Développement fut créée à cette occasion).

Les premiers pas du désarmement : Contrairement à John Foster Dulles, plus sceptique quant à la nature fondamentale des Soviétiques, Dwight Eisenhower a toujours souhaité entamer une politique de désarmement Est-Ouest, qui ne se concrétisera qu'au prix des efforts répétés de ses successeurs : dès 1953, il prononçait différents discours en ce sens (« Une chance pour la paix » ;

« Atome pour la paix » qui entraînera ultérieurement la création de l'Agence internationale pour l'énergie atomique):

« Chaque fusil fabriqué, chaque navire de guerre lancé, chaque fusée mise à feu revient en définitive à voler ceux qui ont faim et ne sont pas nourris, ceux qui ont froid et ne sont pas vêtus. (...) Voici le prix d'un bombardier lourd moderne : une école en brique moderne pour plus de trente villes. Ce sont deux centrales électriques desservant chacune soixante mille habitants. Ce sont deux beaux hôpitaux complètement équipés. Ce sont environ soixante kilomètres d'autoroute (...) » (36 :89-90)

En 1955, en avance sur son temps et reprenant certaines dispositions du Plan Baruch, il proposait aux Soviétiques de limiter les risques d'une attaque-surprise grâce à une inspection aérienne réciproque, c'est-à-dire l'autorisation de survol d'avions-espions sur leur territoire respectif (proposition dite « à cieux ouverts » – « *Open skies* » –, qui sera ressuscitée à la fin des années 1980). Le refus des Soviétiques, qui à cette époque ne parlaient désarmement et paix que dans un but de propagande, ne fit qu'assurer la pérennité des vols secrets, bientôt relayés par les satellites de reconnaissance, lesquels allaient démontrer dès 1960 l'inexistence d'un « *Missile gap* » entre les deux Superpuissances. La même année, lors de la Conférence des quatre Grands censée régler le différend sur Berlin, Khrouchtchev fit tout pour embarrasser l'Administration Eisenhower en abattant un avion-espion U-2 (« *Utility-2* »), dont l'existence prouvait ainsi les activités « coupables » de l'Ouest. Dans son discours d'adieu, Eisenhower exprima sa déception de ne pas être parvenu à ralentir la course aux armements nucléaires, mettant en garde contre « l'influence, recherchée ou non, du complexe militaro-industriel » (23 :70) et soulignant l'impératif du désarmement pour l'avenir.

Le bilan des huit années de gouvernement sous Eisenhower est mitigé : sur le plan intérieur, il laissait un « pays prospère, mais insatisfait » (6 :37); sur le plan extérieur, il laissait un monde plus antagonique que jamais en dépit de ses efforts. Conformément à la fable de l'« arroseur, arrosé », à trop vouloir lutter contre le communisme, l'Administration Eisenhower incita peut-être certains pays à y souscrire par inexistence d'une réelle « troisième voie ». Mais rien ne prouve qu'une politique alternative, telle que la souhaitaient certains débatteurs à l'époque (comme George Kennan,

virulent défenseur d'un désengagement) aurait mieux réussi. Le successeur d'Eisenhower à la présidence allait poursuivre la même politique, mais allait devoir faire face à des crises à plus haut-risque (52 :22-132).

L'AMÉRIQUE DE KENNEDY : LA CITADELLE ASSIÉGÉE (1961-1963)

Tant la personnalité de l'homme que les circonstances de l'histoire ont fait de John Kennedy pour certains un héros de légende, pour d'autres un mythe. Quels que fussent les sentiments qu'il inspira, il est clair que ce jeune président de quarante-trois ans, catholique d'origine irlandaise de surcroît, ne laissa jamais indifférent. De son caractère, les biographes retiennent à la fois ce côté dilettante qu'une jeunesse dorée sur le plan financier lui avait légué, et cette qualité d'homme d'Etat dont il saura faire preuve en raison d'une forte autodiscipline : une éducation rigoureuse et des problèmes de santé permanents lui inculqueront notamment une excellente maîtrise de lui-même. « Plus activiste et intellectuel qu'Eisenhower, moins sceptique que Truman » (23 :73), Kennedy amorça une nouvelle ère dans la vie politique américaine : son discours idéaliste, son charisme naturel trouvèrent un écho favorable dans le développement parallèle de l'utilisation de la télévision à des fins électorales. Les politologues américains s'accordent ainsi pour souligner le retournement de situation qui suivit le premier débat télévisé jamais organisé, lequel, en octobre 1960, mit face-à-face les deux candidats à la présidence : Nixon, alors gagnant dans les sondages, et Kennedy.

Ce dernier, dont les idées politiques s'affirmeront « sur le terrain », fit une campagne de gauche sur le plan intérieur (en tant que grand admirateur de Roosevelt) et de droite sur le plan extérieur. Conviction personnelle ou tactique destinée à gêner Nixon, réputé pour son expertise en politique étrangère, les Démocrates dénoncèrent ainsi la politique « laxiste » des Républicains ayant figé le Rideau de fer, et surtout ayant autorisé la création d'un fossé technologique Est-Ouest et l'installation de Castro à Cuba. Une fois élu (à une très faible majorité), Kennedy, prenant